



---

# ÉDUCATION ET POUVOIR DANS LE CONFLIT ANGLOPHONE DU CAMEROUN

---

**Cynthia Petrigh**

*Observatoire de l'Afrique centrale et australe*

Note n° 11  
2020



---

Note réalisée par l'Ifri au profit de la Direction générale  
des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées

---

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>LA QUESTION EDUCATIVE : LES ENJEUX D'UNE ANCIENNE POMME DE DISCORDE.....</b>	<b>8</b>
Les origines du système scolaire camerounais .....	8
Le secteur éducatif et la genèse du conflit .....	10
L'éducation : un enjeu économique et politique de longue date .....	13
<b>LES IMPACTS DU CONFLIT SUR L'EDUCATION : L'ECOLE ET LA JEUNESSE PRISES ENTRE DEUX FEUX.....</b>	<b>20</b>
L'école comme cible .....	20
La création d'une vaste population à risque.....	25
<b>LES REPONSES A LA PRISE EN OTAGE DE L'ECOLE .....</b>	<b>26</b>
La réponse du gouvernement.....	26
La réponse de la société civile .....	28
La réponse des acteurs internationaux .....	29
La réponse des Ambazoniens .....	30
<b>CONCLUSION : QUELLE SOLUTION POUR LE RETOUR DES ANGLOPHONES A L'ECOLE ? .....</b>	<b>32</b>

# Auteur

**Cynthia Petrigh** est la fondatrice et directrice de Beyond Peace ([www.beyondpeace.fr](http://www.beyondpeace.fr)), société de consultance spécialisée dans le soutien aux processus de paix, la formation des forces armées et les missions de vérification de violation des droits de l'Homme et du Droit International Humanitaire. Membre de l'Institut International de droit humanitaire (IIHL, San Remo) et du groupe d'experts du gouvernement britannique sur la prévention de la violence sexuelle (UK PSVI), elle collabore régulièrement avec l'Union européenne, les Nations unies, les académies militaires (Srivvenham en Grande-Bretagne, Academia militar general en Espagne, Malaysia Peacekeeping Centre, Vietnam Peacekeeping Department), le monde académique (Harvard University, Scuola Sant'Anna, INALCO) et la société civile (réseaux des femmes médiatrices, mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge). Depuis 2013, Cynthia Petrigh est basée une partie de l'année en Afrique centrale et de l'ouest (Cameroun, Centrafrique, Mali). Elle est l'auteure de la note de l'Ifri « [\*Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires\*](#) ».

# Résumé

Au Cameroun, l'école est devenue le symbole de l'échec du gouvernement camerounais à mettre en œuvre le bilinguisme et à œuvrer au bien-être de la minorité anglophone. L'éducation s'est trouvée au cœur du conflit qui oppose les Anglophones au gouvernement depuis 2017. Mais si la politique des villes mortes a le soutien de la population, le boycott des écoles est imposé par la force par les groupes armés ambazoniens et a un coût important pour la société et pour l'avenir des régions anglophones. Enfermés dans une position intransigeante, ces groupes armés n'ont pas su faire évoluer leur position. Le gouvernement n'a pas de solutions pour une sortie de crise et contribue à la violence. Une refonte du système éducatif dans le cadre d'une solution négociée est indispensable mais les efforts de médiation n'ont pas encore mis ce sujet sur l'agenda de la paix.

# Introduction

« L'éducation est le point où se décide si nous aimons assez le monde pour en assumer la responsabilité, et de plus, pour le sauver de cette ruine qui serait inévitable sans ce renouvellement et sans cette arrivée de jeunes et de nouveaux venus. »

Hannah Arendt, *La crise de la culture*

« Alors que les sociétés animales sont génétiquement déterminées, les sociétés humaines sont des sociétés symboliques, et le système symbolique central est le langage. »

Yves Person, *L'Etat-nation et l'Afrique*

Alors qu'une partie de la planète est confrontée à la pandémie de Coronavirus Covid-19 et au problème de la fermeture des écoles, les élèves camerounais anglophones sont dans cette situation depuis quatre ans. En effet, pour la quatrième année scolaire consécutive, quelque 850 000 enfants sont déscolarisés depuis la crise qui a débuté à l'automne 2016 par des revendications corporatistes d'avocats et de professeurs anglophones, réprimées par la violence et qui s'est transformée en conflit armé en 2017<sup>1</sup>. Depuis, le nombre de personnes déplacées dépasse les 600 000 et plus de 90 % des écoles des régions anglophones (ou Nord-Ouest/Sud-Ouest, NOSO) sont fermées - des faits qui n'ont pu émerger que récemment dans les médias. Malgré une répression brutale dans le NOSO, le gouvernement camerounais a réussi à maintenir le silence sur ce conflit, qui ne figure même pas dans la « liste des crises les moins signalées du monde en 2019 », établie par l'ONG américaine Care<sup>2</sup>. Pourtant, avec 3 000 morts pour les estimations les plus conservatrices datant de 2019<sup>3</sup>, il est trois fois plus

---

1. Cynthia Petrigh, « Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires », *Notes de l'Ifri*, octobre 2019.

2. « Suffering in Silence; The 10 most under-reported crises of 2019 », *Care*, 21 février 2019.

3. « English-speaking villages are burning in Cameroon », *The Economist*, 7 November 2019.

meurtrier pour le pays que celui engagé avec Boko Haram, qui a fait environ 1 000 morts sur le territoire camerounais depuis 2013<sup>4</sup>.

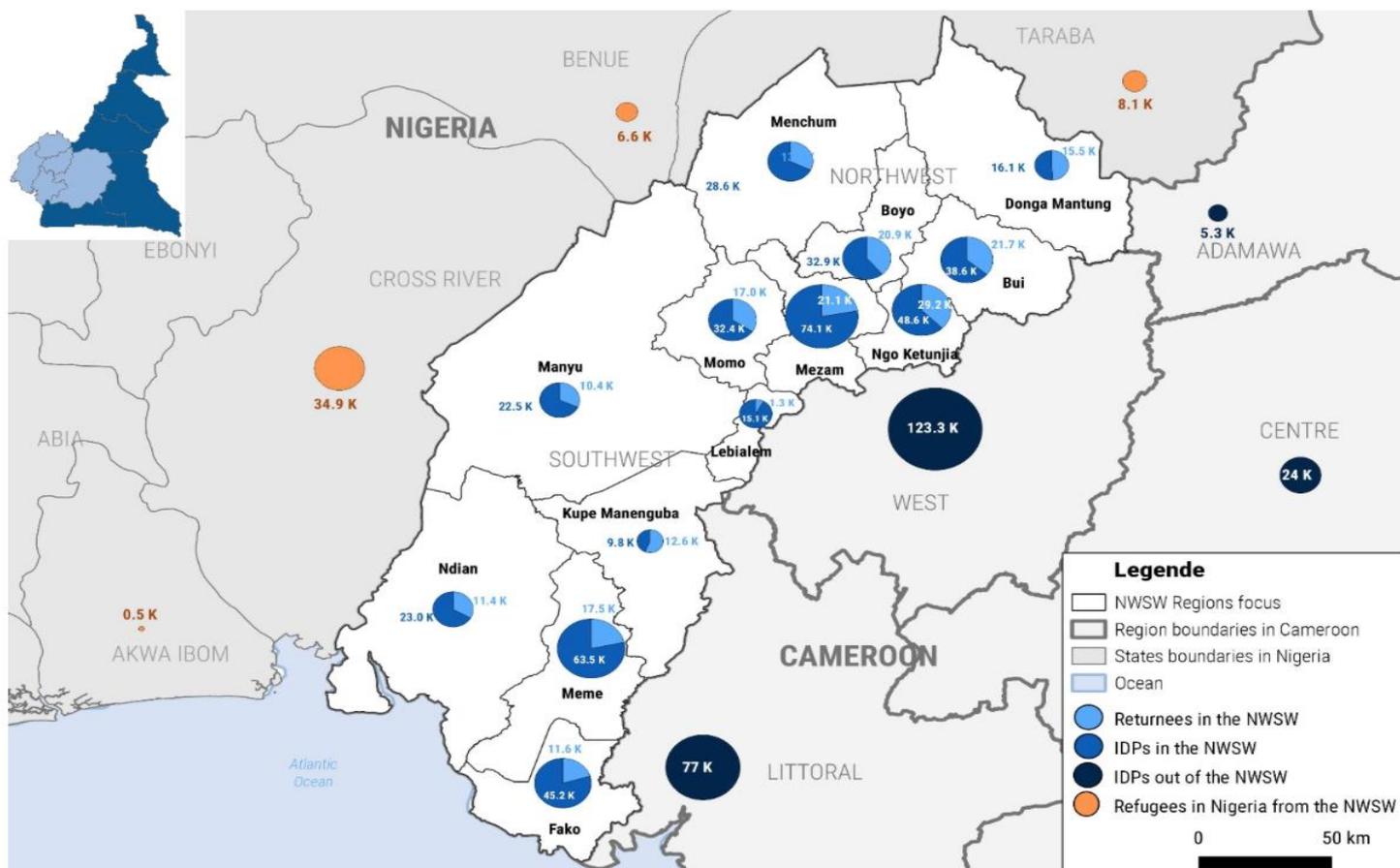
La particularité de ce conflit est de placer l'école au cœur même de l'affrontement. Alors que la majorité des attaques contre les civils et les incendies de villages sont attribués par tous les observateurs aux forces gouvernementales, les attaques contre les écoles en particulier sont le fait des groupes armés ambazoniens, qui ont décrété un boycott du système éducatif dans le cadre de leur lutte contre le gouvernement et ses institutions. Pour les anglophones, l'école représente, avec la justice de *Common law*, un des piliers de leur spécificité héritée de la période de tutelle britannique (1916-1961). Les trajectoires opposées du projet gouvernemental, qui favorise une harmonisation des systèmes éducatifs francophone et anglophone au sein d'une politique unificatrice et centralisatrice, et du projet de la communauté anglophone, qui est de préserver un système éducatif dont elle est fière et qui correspond à son identité, ont donné lieu à des tensions : une première fois en 1993 (autour du diplôme General Certificate of Education - GCE) puis en 2016. Depuis, et sur fond de fin de règne du président Biya au pouvoir depuis 1982, l'école est prise en otage dans ce conflit et la non-scolarisation de centaines de milliers d'enfants est devenue un outil de propagande pour les deux belligérants. Bien que l'éducation soit une dimension importante de ce conflit, les quelques tentatives de dialogue n'ont pas encore mis ce sujet à l'ordre du jour.

Cette note est basée sur la littérature académique, une revue de presse et des missions de terrain au Cameroun en 2018 et 2019 (y compris dans la région anglophone). Cette recherche a été complétée par un questionnaire intitulé « Questionnaire on the issue of education in the Anglophone regions of Cameroon » réalisé par Beyond Peace en janvier 2020 qui a permis de recueillir l'opinion d'une vingtaine de représentants du gouvernement, de groupes armés, de membres de la société civile et d'organismes spécialisés dans l'éducation.

---

4. « Déjà plus de 1000 morts au Cameroun depuis 2013 selon le gouvernement », *Investir au Cameroun*, n°90, p. 12. octobre 2019.

## Nord-Ouest/Sud-Ouest, personnes déplacées



(IOM/ UNHCR/ OCHA):

# La question éducative : les enjeux d'une ancienne pomme de discorde

## Les origines du système scolaire camerounais

Une des particularités du Cameroun est d'avoir connu des expériences coloniales différentes dont l'héritage se manifeste de manière criante, en particulier dans son système éducatif. Les systèmes éducatifs différents (anglo-saxon et francophone) qui résultaient de l'époque coloniale ont été maintenus à l'indépendance. Les deux stratégies de l'État, l'une officielle (le bilinguisme), l'autre inavouée (l'assimilation des Anglophones) ont échoué toutes les deux, menant à la crise.

L'histoire de l'école au Cameroun a débuté dans les années 1840 avec l'arrivée de la *Baptist Missionary* de Londres, bientôt rejointe par les missionnaires bâlois de confession protestante, les pères pallotins de la société *Apostolus Catholici* et les presbytériens américains. Le protectorat allemand (1884-1918) n'a pas remis en cause cette influence<sup>6</sup>. Le mandat confié par la Société des Nations à la France et à l'Angleterre sur l'ancien *Kamerun* à l'issue de la première guerre mondiale comprenait l'obligation pour les puissances mandataires de « donner à tous les missionnaires la faculté de pénétrer dans les territoires, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles... »<sup>7</sup>. L'Angleterre et la France entendaient ainsi faire de l'école un appareil idéologique au service de leur cause. Entre les deux puissances mandataires, les politiques scolaires reflétaient les différences de leurs politiques coloniales. Côté anglophone, le système anglo-saxon basé sur le *self-rule*, la *Common law* et une école primaire largement confiée aux missions chrétiennes dans le cadre de l'*Approved Voluntary Agency* faisait la part belle aux formes d'autogouvernement

---

6. Pierre-Marie Njiale, « Entre héritage et globalisation : l'urgence d'une réforme de l'école au Cameroun », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, Colloque 2009 : Un seul monde, une seule école ? Les modèles scolaires à l'épreuve de la mondialisation.

7. Pierre Marie Njiale, « Crise de la société, crise de l'école », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n°41, avril 2006, mis en ligne le 23 novembre 2011.

« avec notamment le maintien des chefferies traditionnelles, la liberté de la presse, le pluralisme politique et l’alternance démocratique »<sup>8</sup>. Le système francophone, calqué sur le modèle de la métropole (introduction du certificat d’études à la fin de l’enseignement primaire), était centralisé et dirigiste. La gestion paritaire du modèle scolaire français était en outre effacée au profit d’un système contrôlé au plus haut niveau de l’État par la puissance tutélaire<sup>9</sup>.

La création de la République fédérale en 1961 a entériné ces approches différentes<sup>10</sup> et chacun des gouvernements des deux États fédérés était doté d’un secrétariat d’État à l’enseignement primaire. Le français et l’anglais sont depuis lors les deux langues officielles, or les ferments d’une politique assimilationniste qui ne dit pas son nom étaient déjà en place. En pratique, les écoles publiques bilingues sont rares<sup>11</sup> et le bilinguisme n’est ni enseigné, ni encouragé, ni pratiqué par l’administration, laquelle fonctionne exclusivement en français. Cette politique pénalise les anglophones non seulement pour l’accès à des postes et emplois publics mais aussi pour l’accès à l’administration dans la vie courante.

De surcroît, des grandes écoles sont créées sur le modèle français. L’enseignement se fait en français et sont toutes situées à Yaoundé<sup>12</sup>. En dépit d’un financement bien inférieur aux régions du centre (siège du pouvoir) et du sud (région de provenance du président Biya)<sup>13</sup>, les écoles anglophones obtiennent des performances supérieures aux écoles francophones : 59 % de nouveaux élèves dans le système francophone achèvent le primaire, contre 80 % dans le système anglophone<sup>14</sup>.

Le bilinguisme est une aspiration sans existence réelle dans le secteur éducatif comme ailleurs. La tentative d’harmonisation des systèmes éducatifs en 1993 a d’ailleurs provoqué une crise avec la minorité anglophone. Le gouvernement a dû reculer et maintenir le GCE Board, un

---

8. « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », *International Crisis Group*, 2 août 2017.

9. Entretien de l’auteure avec Olivier d’Hont, ambassade de France au Cameroun, octobre 2019.

10. Sur l’organisation du système éducatif camerounais, voir l’encadré p9.

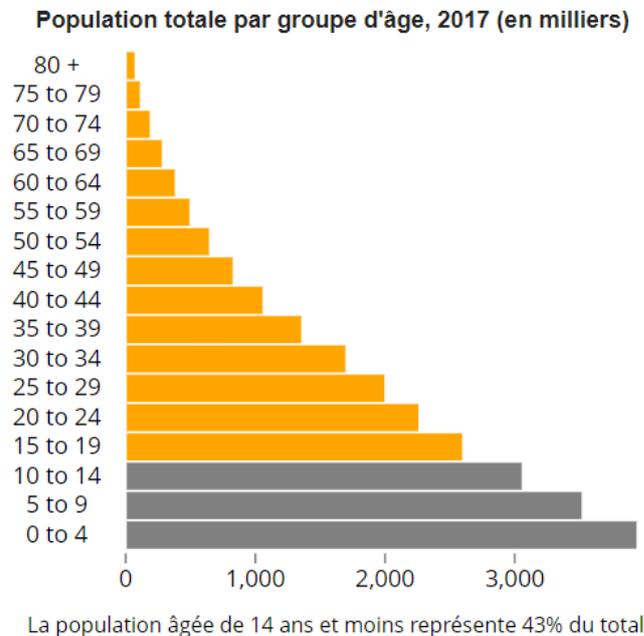
11. D’après Edublog, « les établissements bilingues constituent seulement 13 % du total des établissements scolaires publics » du pays et seraient particulièrement peu représentés dans la zone francophone du pays., « Égalité d’accès à l’éducation : le Cameroun est encore loin du compte », *Edublog*, 23 avril 2018.

12. L’École nationale supérieure polytechnique, l’École nationale d’administration et de magistrature (ENAM), l’École normale supérieure, l’Institut national de la jeunesse et des sports, etc...

13. DSTAT/comptabilité nationale, Dépenses des communes pour l’éducation en 1998/99, cité par Banque Mondiale, *Rapport d’état du système éducatif national camerounais; Éléments de diagnostic pour la politique éducative dans le contexte de l’EPT et du DSRP*, décembre 2003, p.79

14. Pierre Marie Njiale, « Crise de la société, crise de l’école », *Revue internationale d’éducation de Sèvres*, n°41, avril 2006, mis en ligne le 23 novembre 2011.

système de certification permettant aux élèves du système anglophone de pouvoir poursuivre leurs études ailleurs<sup>15</sup>.



Graphique : structure démographique de la population camerounaise<sup>16</sup>

## Le secteur éducatif et la genèse du conflit

Après la modification de la Constitution en 2008 (instaurant l'immunité du président et abolissant la limite des mandats présidentiels, faisant de fait de Paul Biya un président à vie) et les célébrations en grande pompe du cinquantenaire de l'*unification* du pays à Buea (Sud-Ouest) par le président en 2014<sup>17</sup>, le gouvernement a accentué l'envoi de professeurs francophones et de juges de droit civil (ignorants du système de *Common law*) dans les

15. Jean Paul Kouega, « The Anglophone Problem in Cameroon: Focus on Education », *Open Access Library Journal*, vol n°5, 2018.

16. Données de l'UNESCO concernant le Cameroun : <http://uis.unesco.org/fr/country/cm>

17. Paradoxalement le Cinquantenaire de l'unification du 1er octobre 1961 a été célébré en février 2014. Ces célébrations, organisées dans la ville même qui fut la capitale du British Southern Cameroons, ont marqué symboliquement le point final de la reprise en main par l'État central, selon Paul Biya. Dans son discours commençant par quelques formules de politesse en anglais et suivi d'un long discours plus politique en français, il déclare notamment : « La marche vers la réunification fut une odyssée qui n'était pas sans risques [...] Après 42 ans d'incertitude et de vicissitudes, des frères longtemps séparés, qui n'ont jamais cessé de se rechercher, se trouvent enfin réunis, et réunis pour toujours. [...] Il faut se souvenir qu'au lendemain de notre indépendance et de notre réunification, des oiseaux de mauvais augure prédisaient notre échec, certains allaient jusqu'à dire que le Cameroun sombrerait dans le chaos. » Discours du Chef de l'État à Buea, à l'occasion de la Célébration du Cinquantenaire de la Réunification du Cameroun, Site de la Présidence de la République.

régions du NOSO. Cette décision a attisé les sentiments de frustration et de découragement face à un État tout-puissant qui bafouait de plus en plus ouvertement les acquis de la population anglophone.

Les revendications se sont cristallisées à la rentrée 2016 autour de l'éducation et de la justice. Dans la région anglophone, les syndicats de professeurs, dont l'existence précède celle de la République (les premiers provenant d'une scission avec le *Nigerian Union of Teachers*), ont traditionnellement cantonné leur activité à des enjeux corporatistes et ont évité les sujets politiques. En effet, ils sont peu politisés et au contraire, très investis sur les questions salariales et de statut des professeurs. Ils s'engagent à revendiquer essentiellement par la négociation et ne font pas usage de la grève que dans des cas d'extrême nécessité<sup>18</sup>. Interdits en 1972 avec le passage au parti unique et à la *République Unie*, les syndicats se sont reconstitués avec l'arrivée du multipartisme dans les années 1990. Cependant la plupart n'ont jamais obtenu l'agrément officiel, laissant ainsi peser une épée de Damoclès sur leurs activités (voir les plaintes notamment du Syndicat national des enseignants du supérieur – SYNES - auprès de l'Organisation internationale du travail)<sup>19</sup>. Le mouvement d'octobre 2016 des syndicats de professeurs anglophones a pour arrière-plan des décennies de protestations infructueuses contre la marginalisation graduelle mais inexorable de la minorité anglophone. Afin de coordonner les manifestations contre les nominations récentes, syndicats de professeurs et avocats créèrent un organisme apolitique, le *Cameroon Anglophone Civil Society Consortium* (CACSC, généralement appelé le Consortium), dirigé par des personnalités comme le Secrétaire Général Exécutif du Syndicat Cameroon Teachers Trade Union (CATTU), Wilfred Tassang, et l'avocat Felix Nkhongo Agbor Balla. La police a alors réprimé brutalement les manifestations de professeurs et avocats et a interdit le Consortium, dont les leaders ont fui au Nigeria (ils ont ensuite été extradés par le Nigeria et emprisonnés à Yaoundé)<sup>20</sup>.

Au même moment, un surcroît de maladresse de la part des autorités a déclenché la colère des étudiants anglophones autour de deux incidents : d'une part, l'imposition d'une amende de 10000 FCFA pour inscription tardive à la faculté de Buea pénalisant les étudiants les plus pauvres ; d'autre part, la non-remise d'une récompense destinée aux étudiants les plus brillants, venant alimenter les suspicions de corruption et de discrimination.

---

18. Piet Konings, « Assessing the Role of Autonomous Teachers' Trade Unions in Anglophone Cameroon, 1959-1972 », *The Journal of African History*, vol° 47, no° 3, 2006.

19. « Rapport où le comité demande à être informé de l'évolution de la situation - Rapport No. 295 », *Organisation internationale du Travail*, Novembre 1994.

20. Cynthia Pettrigh, « Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires », *Notes de l'Ifri*, octobre 2019.

La direction de l'Université de Buea a voulu couper court à la contestation étudiante en instaurant le contrôle continu (et donc la présence obligatoire en cours) et en refusant de dialoguer avec les étudiants. Le 28 novembre 2016, la Vice-Chancelière ne s'est pas présentée à l'audience sollicitée par les étudiants et la police anti-émeute a été envoyée, faisant preuve d'une brutalité disproportionnée<sup>21</sup>. La répression contre les étudiants a choqué les parents, qui ont qualifié ces méthodes policières de « non britanniques »<sup>22</sup>. La Vice-Chancelière a d'ailleurs été promue au poste de ministre des Enseignements Secondaires lors d'un remaniement ministériel en mars 2018.



*Photo tirée de la page Facebook « Honneur et Fidélité » de l'armée camerounaise.*

Afin de protester contre les brutalités policières, le Consortium a annoncé la suspension de l'enseignement et des plaidoiries. L'ensemble des syndicats anglophones de l'enseignement a participé à la grève : SYNES – université de Buea, SYNES – université de Bamenda, CATTU, Teachers Association of Cameroon (TAC), Catholic Education Teachers Trade Union (CETTU), Presbyterian Education Authority Teachers Trade Union (PEATTU), Baptist Teachers Trade Union of Cameroon (BATTUC), National Higher Education Teachers Trade Union. Les parents ont décidé de les soutenir et n'ont pas

---

21. « Police Bow To Pressure, Release Detained UB Students », *Cameroon Post*, 4 décembre 2016.

22. « Coups de matraque, humiliations : les étudiants de Buea réprimés pour avoir manifesté », *France24*, 29 novembre 2016.

envoyé leurs enfants à l'école. La population camerounaise a déjà eu recours par le passé aux grèves et « villes mortes », notamment dans le cadre de la demande de démocratisation du pays au début des années 1990. Face à l'inflexibilité des autorités à la rentrée 2016, les avocats et les professeurs organisés en Consortium ont décrété le 9 janvier 2017 journée de « Villes mortes », sans mesurer que cette nouvelle confrontation avec le régime allait se transformer très rapidement en conflit armé<sup>23</sup>. La suite est connue : le 9 janvier marque le début de l'interdiction de circuler les lundis (les *Monday ban*), qui n'a pas cessé et qui est désormais impitoyablement mise en œuvre par les groupes armés dits *ambazoniens*, lesquels ont décrété également, l'arme à la main, l'interruption de la scolarité. L'éducation a ainsi été, avec la justice de *Common law*, au cœur des revendications anglophones qui ont donné naissance au conflit actuel.

## **L'éducation : un enjeu économique et politique de longue date**

Bien que les intellectuels anglophones affirment que « le problème de la crise anglophone n'est pas un problème linguistique mais un problème de gouvernance »<sup>24</sup> et que le seul séparatisme qu'ils appellent de leurs vœux est « la sécession de Paul Biya »<sup>25</sup>, la question linguistique (et celle de l'école qui est la principale institution d'acculturation de la jeunesse) a été et demeure au cœur du conflit. Elle symbolise la perte de l'autonomie des anglophones au profit d'un système francophone jugé moins performant. La question linguistique représente un enjeu économique important et elle est au cœur de l'identité d'une nation qui n'a pas fini de se construire. L'éducation apparaît donc à la fois être un enjeu politique et économique.

---

23. Entretiens de l'auteure avec des avocates et professeures ayant participé aux manifestations, Douala, novembre 2019.

24. Entretien de l'auteure avec Simon Munzu, octobre 2018.

25. Entretien de l'auteure avec Kah Walla, novembre 2019.

### **Le système éducatif camerounais<sup>26</sup>**

Le système éducatif formel camerounais comprend deux sous-systèmes : le sous-système francophone et le sous-système anglophone. En plus de l'enseignement supérieur qui est commun, chaque sous-système se compose de cinq niveaux d'enseignement : le préscolaire, le primaire, le post-primaire, le secondaire et le supérieur.

L'enseignement maternel (préscolaire) est le premier niveau ; il dure de deux à trois ans. L'enseignement primaire dure six ans dans le sous-système francophone et sept ans pour le sous-système anglophone. Enseignement maternel et primaire constituent l'« éducation de base ».

Si la durée totale de l'enseignement secondaire général est la même dans les deux sous-systèmes (sept ans), celui-ci se décompose différemment en sous-cycles (sous-système anglophone : cinq années d'études pour le premier cycle, puis deux années pour le second; sous-système francophone : quatre années pour le premier cycle puis trois années pour le second).

L'enseignement post-primaire récupère une partie des élèves sortant du primaire, pour une formation d'une durée totale de deux ans ; il offre la possibilité aux sortants de ce cycle d'intégrer l'enseignement technique.

L'enseignement technique se décompose en deux cycles de respectivement quatre et trois années d'études respectivement.

Le premier cycle secondaire général francophone est sanctionné par le BEPC dans le système francophone et par le *General Certificate of Education Ordinary Level (GCE O Level)* dans le sous-système anglophone. Le second cycle est sanctionné par le Baccalauréat dans le système francophone et par le *General Certificate of Education Advanced Level (GCE A Level)* dans le sous-système anglophone. L'accès à l'enseignement supérieur est libre pour les titulaires du baccalauréat ou du *GCE A Level*, mais l'accès aux écoles de formation de la fonction publique (ainsi qu'à certains établissements privés) est subordonné à la réussite à d'un concours.

### **La politique éducative : une réunification par le bas ?**

Alors que le régime met en avant les progrès réalisés depuis l'indépendance dans le secteur éducatif, les anglophones sont convaincus que l'imposition de standards nationaux (et donc francophones) les tirent vers le bas. Dans son discours célébrant le Cinquantenaire, le président Biya assurait : « *Construire la nation camerounaise, c'était permettre à chacun de recevoir une éducation assurant l'égalité des chances. Au moment de l'indépendance et de la réunification, c'est-à-dire après 70 ans d'occupation*

---

26. Gouvernement du Cameroun/Banque Mondiale, *Rapport d'état du système éducatif national camerounais ; Éléments de diagnostic pour la politique éducative dans le contexte de l'EPT et du DSRP*, p.32, 2004.

étrangère, 3 % des Camerounais étaient scolarisés. Il n’y avait pas une seule Université. Aujourd’hui notre taux de scolarisation selon l’Unicef est de 90 % »<sup>27</sup>. Si les efforts pour scolariser les enfants sont indéniables (voir tableau ci-dessous), ils se sont inscrits dans le cadre d’une politique d’éducation nationale qui impliquait une harmonisation des normes éducatives.

Dans le cadre de cette politique, à partir de 1972, des professeurs anglophones ont été mutés dans la partie orientale du pays et des professeurs francophones ont été nommés dans la partie occidentale. Ces derniers, aux dires des anglophones, ne maîtrisaient pas l’anglais et enseignaient dans un mélange de français et de *pidgin*, suscitant l’ire des parents<sup>28</sup>. Les certificats tels le *Royal Society of Arts* (RSA) et le *City and Guilds* ont disparu et ont été remplacés par le CAP et le Baccalauréat technique<sup>29</sup>. Ce que le gouvernement considérait comme un succès en termes d’harmonisation nationale était perçu par les parents et élèves anglophones comme une régression : les examens étaient en effet mal traduits, les cours étaient incompréhensibles et les élèves inquiets pour leur avenir. De plus, la valeur des nouveaux diplômes n’était pas comprise. Le *General Certificate of Education* a été maintenu suite à la résistance des Anglophones en 1993 mais le français est devenu une épreuve obligatoire.

Enseignement primaire	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Total	85,57	...	88,72	91,39	...	91,7	92,07	94,49	...	...
Féminin	...	...	82,92	...	...	...	...	90,25	...	...
Masculin	...	...	94,45	...	...	...	...	98,67	...	...
Enseignement secondaire	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Total	...	...	...	39,66	41,02	43,96	45,02	45,99	...	...
Féminin	...	...	...	36,96	38,25	40,87	42,05	43,03	...	...
Masculin	...	...	...	42,34	43,76	47,01	47,95	48,93	...	...

Taux net de scolarisation enseignement primaire et secondaire au Cameroun (UNESCO<sup>30</sup>)

27. Discours du Chef de l’Etat à Buea, à l’occasion de la Célébration du Cinquantième de la Réunification du Cameroun, Site de la Présidence de la République.

28. Jean Paul Kouega, « The Anglophone Problem in Cameroon: Focus on Education », *Open Access Library Journal*, vol n°5, 2018.

29. Idem.

30. Données de l’UNESCO concernant le Cameroun : <http://uis.unesco.org/fr/country/cm>

Dans une société qui valorise le capital scolaire, la politique éducative du gouvernement a induit un sentiment de déclassement collectif pour la minorité anglophone qui se plaint d'une baisse de la qualité de son système éducatif due à la politique d'harmonisation. « Le système éducatif était l'ossature de notre société, notamment dans le Nord-Ouest », se lamente une ancienne professeure anglophone<sup>31</sup>. « Nous en étions très fiers. Nous avons de bonnes écoles et de bons professeurs. Beaucoup de parents d'autres régions envoyaient leurs enfants étudier à Bamenda. L'ingérence du système français dans le sous-système anglais s'est manifestée par l'envoi de professeurs francophones et par la suppression du lycée professionnel de Bamenda. Les compétences n'étaient pas adéquates. En tant que professeure pendant 15 ans, j'ai été témoin de l'arrivée de personnes formées dans le système français et qui viennent enseigner dans le système anglais. Cela a entraîné une réelle perte de qualité et des standards. » Pour l'universitaire Jean-Paul Kouega, le problème anglophone n'aurait pas pris cette ampleur « si ces professeurs et avocats monolingues francophones avaient été des bilingues compétents. Cela signifie qu'une partie du problème anglophone provient de l'échec du sous-système francophone à produire des citoyens bilingues »<sup>32</sup>.

Au-delà des compétences techniques, ce sont les valeurs mêmes sous-tendant les deux sous-systèmes qui paraissent incompatibles aux yeux de nombreux anglophones, et la critique de la politique assimilationniste du gouvernement va au-delà de la question linguistique. Ainsi, dans les réponses au questionnaire du Cardinal Tumi<sup>33</sup>, de nombreuses références sont faites à la déréliction de l'éducation, souvent attribuée à des manœuvres intentionnelles afin de saper l'identité et la culture locales.

---

31. Entretien avec l'auteure depuis Bamenda par téléphone, 3 février 2020.

32. Jean Paul Kouega, « The Anglophone Problem in Cameroon: Focus on Education », *Open Access Library Journal*, vol n°5, 2018.

33. Privé de Conférence anglophone (Anglophone General Conference, AGC) par le pouvoir, le Cardinal Tumi et son équipe de l'AGC ont entrepris de mener une étude intitulée *Reactions of the Anglophones to the AGC Questionnaire – The RAAQ*. Ils ont notamment présenté ses résultats lors du Grand Dialogue National en octobre 2019.



Photo : patrouille des troupes d'élite dans les rues de Bamenda, Nord-Ouest<sup>34</sup>

## **La clé de l'accès à l'emploi et aux responsabilités étatiques**

Le sentiment de sabotage du système éducatif dans les régions anglophones est entré en résonance avec le sentiment de marginalisation économique des anglophones. Le changement monétaire opéré lors de la réunification (passage au FCFA en 1962) a entraîné une réduction du pouvoir d'achat des populations anglophones ; les institutions comme la *West Cameroon Marketing Board*, la *Cameroon Bank* et *Powercam* ont été démantelées ; les projets du port de Limbé, les aéroports de Bamenda et de Tiko ont été abandonnés au profit des investissements dans la partie francophone<sup>35</sup>. Par ailleurs, l'exigence par la présidence de la suppression de tout lien du Cameroun occidental avec le Royaume-Uni a fait perdre plusieurs avantages douaniers à l'exportation. Tant l'État colonial que les responsables du Cameroun indépendant n'ont pas souhaité favoriser les échanges du NOSO avec le voisin nigérian.

L'éducation et notamment la langue jouent un rôle majeur dans le système social camerounais. En dépit d'un bilinguisme officiel, c'est le français qui garantit l'accès à l'emploi et aux sphères du pouvoir. « Mon père, qui était un Chef respecté dans notre région mais n'avait pas accès à la reconnaissance au niveau national, m'a forcée à apprendre le français afin

---

34. « In Bamenda, the 'Rastamen' Scare the Elements of the BIR », *Breaking News in Cameroon an Around the Globe*, 20 novembre 2018.

35. « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », *International Crisis Goup*, 2 août 2017.

de m'épargner les difficultés qu'il a rencontrées », confesse Ama Tutu Muna, ancienne ministre originaire du Nord-Ouest, soutien de Paul Biya et actuelle Commissaire de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme<sup>36</sup>. La discrimination à l'emploi des Camerounais anglophones est réelle, surtout dans le secteur public, qui représente une part importante du marché de l'emploi formel. Les concours d'entrée aux écoles de formation des cadres du pays, lesquelles se sont multipliées sur le modèle français (ENAM, Polytechnique, Postes et télécommunications, etc.) sont en pratique réservés aux francophones puisque basés sur le Bac français<sup>37</sup> ; les sociétés comme la Sonara, qui exploite le pétrole en zone anglophone, sont accusées de recruter principalement des francophones supposément moins qualifiés<sup>38</sup>. Le domaine judiciaire, autre secteur à l'origine de cette crise, illustre la surreprésentation des francophones dans des professions supérieures :

- en novembre 2016, 1 265 des 1 542 juges que compte le pays étaient francophones.
- dans le Nord-Ouest, plus de la moitié des magistrats en exercice (67 sur 128) étaient francophones avec une formation en droit civil.
- sur les 514 huissiers de justice que compte le pays, on compte 499 francophones (et 15 anglophones).
- sur les 97 officiers judiciaires du parquet, 64 (soit 66 %) sont francophones ; à Bamenda, en zone anglophone, le chiffre est de 21 francophones sur 27 (78 %)<sup>39</sup>.
- Ces chiffres suffisent à témoigner de la réalité du bilinguisme camerounais : « le bilinguisme au Cameroun signifie que les employés anglophones doivent apprendre et utiliser le français tandis que les francophones peuvent demeurer monolingues s'ils le souhaitent »<sup>40</sup>.

Selon l'article 7 de la *Loi d'orientation de l'éducation au Cameroun*, « l'État garantit à tous l'égalité de chances d'accès à l'éducation sans discrimination de sexe, d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, d'origine sociale, culturelle, linguistique ou géographique »<sup>41</sup>. Bien que le constat de

---

36. Entretien avec l'auteure, Yaoundé, 26 octobre 2019.

37. Jean Paul Kouega, « The Anglophone Problem in Cameroon: Focus on Education », *Open Access Library Journal*, vol n°5, 2018.

38. Entretien de l'auteure avec de jeunes anglophones, Douala-Yaoundé, novembre 2019.

39. Déclaration du ministre de la Justice Laurent Ezzo en date du 22 novembre 2016, reprise par Accord, *The Anglophone Dilemma in Cameroon; The Need for Comprehensive Dialogue and Reform*, 21 juillet 2017.

40. Jean Paul Kouega, « The Anglophone Problem in Cameroon: Focus on Education », *Open Access Library Journal*, vol n°5, 2018.

41. « Égalité d'accès à l'éducation : le Cameroun est encore loin du compte », *EduBlog*, 23 avril 2018.

gabegie, de corruption et de « confiscation des opportunités »<sup>42</sup> puisse s'appliquer à toutes les régions du pays, la population anglophone se sent particulièrement lésée en raison d'un héritage différent. L'éducation en zone anglophone était à l'origine fortement axée sur l'enseignement technique et avait pour vocation de déboucher sur des emplois dans l'économie locale, dont l'agriculture. La généralisation du système français basé sur des grandes écoles pour former les cadres du régime, d'une part, et sur un enseignement universitaire généraliste, d'autre part, a doublement pénalisé les anglophones. Elle a ainsi conduit à la suppression de l'enseignement technique qui était adapté à leurs besoins et a rendu difficile l'accès à l'enseignement supérieur, qui par ailleurs ne permet pas forcément de déboucher sur un emploi. La crise économique et « la collusion entre l'allégeance au régime en place et la revendication de la légitimité par le diplôme, à laquelle il faut ajouter la corruption généralisée »<sup>43</sup> a achevé de rendre inopérant ce parcours. La crise anglophone est donc aussi une crise de l'égalité des opportunités économiques, égalité dont l'école est censée être l'une des garantes.

---

42. Hemley Boom citée dans « L'éloge de la médiocratie, ou le système éducatif camerounais », Fred Eboko, *Jeune Afrique*, 01 février 2018.

43. « L'éloge de la médiocratie, ou le système éducatif camerounais », Fred Eboko, *Jeune Afrique*, 01 février 2018.

# Les impacts du conflit sur l'éducation : l'école et la jeunesse prises entre deux feux

Plus de trois ans après le début du conflit armé, la violence continue, avec des pics lors de moments-clés (élections, rentrée scolaire, dates symboliques), comme l'a démontré la recrudescence des violences autour des élections municipales et législatives de février 2020<sup>44</sup>. Les écoles, les écoliers et les enseignants sont en première ligne dans ce conflit si bien qu'il n'existe plus d'école publique qui fonctionne dans le NOSO hors des centres urbains contrôlés par les autorités.

## L'école comme cible

En 2018, le volet éducation du Plan d'assistance humanitaire d'urgence du gouvernement prévoyait « de réhabiliter les écoles et prendre des mesures de protection des enseignants et des élèves en vue d'une reprise sereine des cours à la rentrée scolaire 2018-2019 »<sup>45</sup>. Or, pour la quatrième rentrée scolaire depuis le début du conflit, 90 % des écoles sont restées fermées. Lors de la rentrée scolaire 2019, décrétée par le gouvernement le 2 septembre et accompagnée d'une injonction au *lock-down* (villes mortes) de deux semaines par les groupes armés, la plupart des écoles du NOSO sont sans surprise restées fermées : le taux de présence en école primaire publique était de 4 %, soit 12 200 élèves parmi les 321 900 attendus<sup>46</sup>. La situation s'est légèrement améliorée après le *lock-down*, notamment dans le Sud-Ouest. Selon les chiffres fournis par l'UNESCO en janvier 2020<sup>47</sup>, on décompte ainsi :

---

44. « Cameroun. Hausse des homicides dans les régions anglophones à l'approche des élections législatives », *Amnesty International*, 6 février 2020.

45. Cameroun, Plan D'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, 2018-2019, p. 15

46. Cameroon Humanitarian Situation report, *Unicef*, septembre 2019.

47. Ces chiffres proviennent des réponses au questionnaire de Beyond Peace.

	<b>Sud-Ouest</b>	<b>Nord-Ouest</b>
Écoles primaires ouvertes	360 (25 %)	55 (1,72 %)
Écoles primaires fermées	1427 (75 %)	3137 (98 %)

En ce qui concerne le secondaire (collèges et lycées), le réseau d'ONG Southwest/Northwest Women's Task Force (SNWOT) estime que 20 % d'entre elles sont ouvertes dans le Sud-Ouest et 10 % dans le Nord-Ouest. Moins de 25 % des écoles du Sud-Ouest sont ouvertes pendant cette année scolaire (2019-2020). Elles se situent principalement dans des zones sous contrôle gouvernemental, c'est-à-dire à Buea. En effet, si la capitale du Sud-Ouest a repris un semblant de vie normale sous contrôle des forces gouvernementales, elle fait figure d'exception dans le NOSO, où plus de 80 % du territoire est hors du contrôle du gouvernement.

Dans le Nord-Ouest, moins de 2 % des écoles primaires sont ouvertes (et fréquentées par moins de 6 % des élèves)<sup>48</sup>. Une représentante du ministère de l'Éducation de base pour le NOSO décomptait à la rentrée scolaire 2019-2020 seulement 5 500 élèves à l'école primaire (contre 422 000 en 2017)<sup>49</sup>. Le contraste entre le Nord-Ouest et le Sud-Ouest est dû au fait que le contrôle du territoire par les groupes armés est plus effectif dans le Nord-Ouest, à l'exception de poches comme Kambé (commune du Nord-Ouest majoritairement peuplée de Peuls Mbororo) où quelques écoles demeurent ouvertes, sous la protection des forces de sécurité<sup>50</sup>.

Alors que les « lundis ville morte » sont appliqués sans exception sur l'ensemble du territoire du NOSO depuis janvier 2017 grâce à la coopération de la population, qui manifeste ainsi son rejet de la politique gouvernementale<sup>51</sup>, le boycott des écoles ne recueille pas le même soutien populaire. De ce fait, la fermeture des écoles est violemment imposée par les groupes armés, qui n'ont pas hésité à attaquer physiquement élèves et enseignants, rançonner les parents et incendier les établissements pour obtenir gain de cause. Bien que les leaders des groupes armés affirment se battre contre l'éducation imposée par Yaoundé, leurs bras armés sur le terrain ne s'embarrassent pas de nuances et s'en prennent à toute forme d'éducation : selon *The Guardian*, une ancienne professeure qui avait accepté d'enseigner discrètement à sept élèves de son quartier à la demande

---

48. « Cameroon Humanitarian Situation report », *Unicef* ; réponse de l'UNESCO au questionnaire de Beyond Peace.

49. « Stay home or risk being shot: Cameroon's back-to-school crisis », *The Guardian*, 3 septembre 2019.

50. Entretien de l'auteure avec un représentant du HCR, octobre 2019.

51. Entretien avec des témoins vivant hors des grands centres urbains du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, novembre 2019.

de leurs parents, a dû cesser les cours et quitter sa ville, Bamenda, lorsque les Ambazoniens s'en sont aperçus<sup>52</sup>.

Dans son Plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest 2018-2019<sup>53</sup>, le gouvernement camerounais a recensé 16 « attaques terroristes » contre le secteur de l'éducation (incendie d'établissements scolaires publics, enlèvements et assassinats de professeurs confondus) entre le 5 février 2017 et le 25 mai 2018. La réalité est hélas bien plus sérieuse. Nous avons eu accès à une liste vérifiée de 79 établissements scolaires partiellement ou totalement détruits dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest<sup>54</sup>. « En tant que professeurs, nous avons été attaqués, intimidés, d'autres ont été kidnappés, tués. Ceux d'entre nous qui vivent dans les régions aux mains des séparatistes avons été humiliés, déshonorés et traumatisés. C'est comme si travailler pour l'État camerounais faisait de nous des criminels. D'un autre côté, les militaires ne nous ont pas protégés, ne nous protègent pas, et nous causent aussi des souffrances à cause des tirs indiscriminés et des attaques sur les civils »<sup>55</sup>. Un membre du personnel de l'Éducation nationale dans le Nord-Ouest a recensé 82 attaques contre des enseignants, 278 incidents violents contre les élèves (enlèvements, coups et blessures, etc.), 120 vols et destructions contre des écoles, 35 occupations d'écoles par des groupes armés et 210 cas d'attaques contre des écoles<sup>56</sup>. L'UNESCO a recensé 2882 attaques contre des écoliers dans le Nord-Ouest (enlèvements, violences physiques, menaces, racket) et 995 dans le Sud-Ouest en 2018-2019<sup>57</sup>. Les acteurs humanitaires se sont fait l'écho d'assassinats et disparitions de professeurs : très importantes en 2018 lorsque les groupes armés ont mis en place le boycott permanent des écoles<sup>58</sup>, ils se poursuivent en 2020 dès qu'une initiative scolaire est identifiée par les Ambazoniens<sup>59</sup>.

Les analyses de l'UNESCO, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et l'Office de Coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) s'accordent sur le caractère massif de la déscolarisation

---

52. « Stay home or risk being shot: Cameroon's back-to-school crisis », *The Guardian*, 3 septembre 2019.

53. Cameroun, Plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et Sud-ouest 2018-2019, pp. 4-5

54. Document confidentiel d'une organisation humanitaire.

55. Réponse au questionnaire de Beyond Peace, janvier 2020.

56. Entretien de l'auteure avec un enseignant, 16 janvier 2020 (les noms des personnels éducatifs et autre personnes associées au gouvernement ne sont pas reproduits, pour leur propre sécurité).

57. Réponse au questionnaire de Beyond Peace, UNESCO, janvier 2020.

58. « Teachers murdered and schools attacked by rebels in Cameroon », *Reliefweb*, 3 mai 2018.

59. « Ciblée pour vouloir aller à l'école au Cameroun ; les séparatistes poursuivent impunément leurs attaques contre l'éducation », *Human Rights Watch*, 12 mars 2020.

consécutives au conflit et sur ses causes. Selon l'UNESCO, les principales raisons pour lesquelles quelque 850 000 élèves ne se rendent pas à l'école sont :

- craintes pour la sécurité des enfants
- pas d'école en état de fonctionnement dans le voisinage (marcher plus de 30 minutes impose un risque trop élevé pour la sécurité des enfants)
- incapacité des familles à assurer les frais de scolarité dans des internats éloignés
- occupation des écoles par les deux parties.<sup>60</sup>

L'évaluation multisectorielle des besoins menée par l'OCHA et l'OIM en 2019 indique que « dans 90 % des villages, les enfants déplacés ne se rendent pas à l'école, du fait de la fermeture des écoles (75 % des raisons invoquées), de l'insécurité généralisée (65 %) et de l'absence de professeurs (50 %) »<sup>61</sup>. La majorité des professeurs se retrouvent sans emploi et sans revenu<sup>62</sup>.

Le Conseil de Sécurité a défini depuis 2005 (dans sa résolution S/RES/1612) les six violations graves suivantes commises sur la personne des enfants en temps de conflit armé :

1. Recrutement et utilisation d'enfants
2. Meurtres et mutilations d'enfants
3. Violences sexuelles commises contre des enfants
4. Attaques dirigées contre des écoles ou des hôpitaux
5. Enlèvements d'enfants
6. Déni d'accès à l'aide humanitaire

Au sens du droit international et des agences onusiennes en charge du suivi de cette résolution, les « attaques contre les écoles » incluent non seulement la destruction partielle ou totale d'écoles mais aussi l'usage militaire des bâtiments et les attaques contre le personnel.

En 2015, la Déclaration sur la sécurité dans les écoles a été ouverte à la signature des États à Oslo. Les pays signataires s'engagent à prendre certaines mesures, notamment à fournir une assistance aux victimes d'attaques, à enquêter sur les accusations de violation du droit national et international, à poursuivre en justice s'il y a lieu les auteurs de telles violations, à chercher à poursuivre l'enseignement dans des conditions de sécurité pendant les conflits armés et à appuyer les efforts déployés à cette fin<sup>63</sup>. Le Cameroun a signé la déclaration sur la sécurité dans les écoles.

---

60. Réponse au questionnaire de Beyond Peace, janvier 2020.

61. « Needs Assessments and analysis », *United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, août 2019.

62. « Cameroon : North-West and South-West », *United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, Situation Report n°11, 30 septembre 2019.

63. « Lignes directrices pour la protection des enfants », *Protecting Education*.

A la violence des groupes armés ambazoniens qui imposent le boycott des écoles répond la violence des forces de sécurité. Tout d'abord, les forces armées occupent des écoles comme par exemple Holy Trinity Catholic Primary School (Ejumojok, Manyu Division), Ekok Catholic Primary School (Mamfe), et Ekona Government Primary school (Muyuka), toutes des localités du Sud-Ouest<sup>64</sup>. Elles font du porte-à-porte pour forcer élèves et enseignants à se rendre à l'école lors de la rentrée scolaire ; elles s'en prennent aux jeunes anglophones qu'elles soupçonnent être des *Ambaboy*s (c'est-à-dire des enfants soldats des groupes armés) ; et elles attaquent des écoles de fortune. En effet, dans certaines communautés, les parents ne pouvant se permettre d'envoyer leurs enfants dans d'autres régions, ont commencé à organiser discrètement des écoles communautaires, largement soutenues par le clergé (cf. ci-dessous p.19). Ces initiatives sont combattues par les deux belligérants. Les membres du gouvernement, loin de démentir cette situation, la justifient : « ces écoles communautaires sont menées par des communautés contrôlées par les séparatistes et elles offrent une éducation alternative »<sup>65</sup>. Pour le gouvernement comme pour les groupes armés, le contrôle du discours et des esprits semble plus important que la protection de la population.



*Ambaboy*s<sup>66</sup>

---

64. Réponses au questionnaire de Beyond Peace.

65. Entretien confidentiel de l'auteur, octobre 2019.

66. « How Armed Secessionist Groups are Forcefully Recruiting Minors », *Cameroon-Report.com*, 11 juillet 2018.

## La création d'une vaste population à risque

D'après l'UNESCO, parmi les 850 000 enfants déscolarisés, 146 700 sont déplacés dans le NOSO, et 60 000 se trouvent dans d'autres régions du pays<sup>67</sup>. La majorité des enfants déscolarisés n'ont donc pas les moyens de fuir dans des villes plus sûres ou dans d'autres régions. Pour eux, la violence et l'absence d'école se traduisent par une situation d'inactivité problématique et dangereuse.

Selon les répondants au questionnaire de Beyond Peace, la majorité des jeunes sont déscolarisés et sans travail. Ils tentent donc de générer un revenu en rejoignant un groupe armé ou les forces armées ou en se livrant à des activités illégales (commerce transfrontalier) voire criminelles (enlèvements, vols, prostitution). Selon de nombreux témoignages concordants, les jeunes inoccupés sont parfois recrutés de force par les Ambazoniens. Soupçonnés d'être membres des groupes armés, ils sont ciblés par les forces armées<sup>68</sup>. Les personnes interviewées ont, en outre, confirmé que les garçons sont attaqués sur le chemin de l'école et qu'ils font également l'objet d'enlèvement contre rançon. A cause du nombre élevé de décès, de nombreuses filles se trouvent forcées à élever les plus jeunes membres de la fratrie. Elles sont victimes d'agressions sexuelles de la part tant des forces armées que des groupes armés et certaines d'entre elles ont rejoint les groupes armés en réaction à des viols et à l'assassinat de membres de leur famille par les militaires<sup>69</sup>.

S'il y a peu d'informations publiques sur le recrutement forcé par les groupes armés du fait de la terreur que ces derniers font régner, il est notoire qu'ils utilisent dans leurs rangs des mineurs, y compris des filles<sup>70</sup>. Ces dernières rempliraient plusieurs rôles, de combattantes à *bushwives* (esclaves sexuelles des *Commanders*)<sup>71</sup>.

---

67. Réponse au questionnaire de Beyond Peace.

68. Réponses au questionnaire de Beyond Peace.

69. Réponses au questionnaire de Beyond Peace.

70. Entretiens confidentiels de l'auteure avec des acteurs humanitaires opérant dans le NOSO.

71. Idem.

# Les réponses à la prise en otage de l'école

## La réponse du gouvernement

En réponse à ce problème, le gouvernement ne s'est pas départi de la stratégie employée depuis le début de la crise anglophone : déni, répression, censure de la presse et promesses creuses. A titre illustratif, une seule phrase du Plan D'assistance humanitaire d'urgence du gouvernement y est consacrée<sup>72</sup> et les activités correspondantes ne sont ni détaillées ni chiffrées. Dernière en date parmi ces mesures cosmétiques, l'adoption d'un statut spécial pour les régions à l'issue du « Grand dialogue national » orchestré par le Premier Ministre du 30 septembre au 4 octobre 2019. Encouragé par plusieurs chancelleries à épntamer un dialogue avec les anglophones et engagé dans un pré-dialogue dans le cadre de la médiation proposée par la Suisse, le gouvernement camerounais a organisé à l'automne 2019 une parodie de dialogue dont il a verrouillé le format, la participation, le déroulement et le résultat (les participants, qui ne comprenaient aucun représentant des groupes armés, s'étaient notamment engagés à ne pas évoquer le sujet tabou du fédéralisme<sup>73</sup>). La principale mesure issue de cet exercice qualifié de « monologue » par les uns<sup>74</sup> et de « mesure cosmétique pour la diplomatie internationale par les autres »<sup>75</sup>, est la promesse d'une plus grande décentralisation avec l'adoption d'un « statut spécial » pour les régions anglophones. Statut sitôt entériné par la loi du 24 décembre 2019 portant sur le code général des collectivités territoriales décentralisées, qui prévoit dans son article 3, alinéa 3 (portant spécifiquement sur le NOSO) : « Le statut spécial se traduit également par le respect des particularités du système éducatif anglophone, et la prise en compte de spécificités du système judiciaire anglo-saxon basé sur la Common Law. »

Plusieurs éléments fragilisent la crédibilité de ce projet. Tout d'abord, la décentralisation avait déjà été proclamée par la Constitution de 1996, sans

---

72. « Concernant le secteur de l'éducation, il s'agira de réhabiliter les écoles et prendre des mesures de protection des enseignants et des élèves en vue d'une reprise sereine des cours à la rentrée scolaire 2018-2019 » in République du Cameroun, *Plan D'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest 2018-2019*, p. 15.

73. Entretien de l'auteure avec un président de commission du Grand Dialogue National.

74. « Crise anglophone : le Grand monologue national », *Journal du Cameroun*, 23 septembre 2019.

75. Entretiens de l'auteure avec des diplomates en poste à Yaoundé en octobre 2019.

que cela ne soit suivi d'effet. De même le multipartisme existe depuis sur le papier mais le système électoral est organisé de façon à ce que le parti au pouvoir l'emporte toujours. Ensuite, si la nouvelle loi prévoit la création d'organes élus pour administrer les collectivités territoriales alors que la fonction de préfet est maintenue dans ces mêmes régions, on risque de revenir à l'anomalie administrative des années soixante. A cette époque, la création de la fonction régionale d'inspecteur fédéral, responsable devant le président fédéral, dont les décisions supplantaient systématiquement celles du premier ministre élu du Cameroun occidental, avait généré beaucoup de frustrations pour les Anglophones<sup>76</sup>. Cette anomalie avait été résolue avec l'abolition du fédéralisme en 1972. Pour de nombreux observateurs, bien qu'une réelle décentralisation soit souhaitable, ce statut spécial ne serait donc qu'une mesure cosmétique de plus, destinée à ne pas remettre en cause le système en place. Sa crédibilité auprès d'une population anglophone, qui ne croit pas que le gouvernement soit prêt à lui conférer une réelle autonomie régionale, est très faible. La loi sur le bilinguisme notamment, n'a pas été adoptée à cause des polémiques qu'elle a suscitées au sein de la classe politique.

Pour accompagner ces ajustements largement cosmétiques, les autorités ont recours à deux autres types de mesures : empêcher l'accès à l'information sur la situation dans les zones anglophones et tenter de normaliser la situation en envoyant les élèves à l'école par la force s'il le faut, sans prendre en compte leur sécurité ni celle des enseignants. Ainsi, alors que la quatrième année sans école s'annonçait à la rentrée 2019, le gouvernement a lancé à grands renforts médiatiques<sup>77</sup> l'opération controversée « back to school ». Alors qu'il contrôle moins de 10 % du territoire dans le NOSO et qu'il ne peut assurer la protection des élèves, le gouvernement exhorte avec force ces derniers à retourner à l'école, au travers de messages comminatoires envers parents et enseignants<sup>78</sup> et campagnes de porte -à-porte pour réquisitionner les élèves<sup>79</sup>. Ainsi, le gouverneur du Nord-Ouest, Deben Tchoffo, a rassuré la population et l'a encouragée à envoyer ses enfants à l'école : « Les services de sécurité assurent à la population que tout est en place pour la rentrée scolaire. J'appelle donc la population de la région du Nord-Ouest à envoyer leurs enfants à l'école. Et ceux qui ont essayé d'envoyer leurs enfants ailleurs,

---

76. « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », *International Crisis Group*, 2 août 2017.

77. « Back to School 2019 in NW/SW: Cameroon Press challenges Diapora », *CRTV*, 26 août 2019.

78. « Stay home or risk being shot: Cameroon's back-to-school crisis », *The Guardian*, 3 septembre 2019.

79. Entretien de l'auteure avec des personnels humanitaires et éducatifs, novembre-décembre 2019.

ramenez-les »<sup>80</sup>. Le très faible taux de participation à la rentrée scolaire 2019 a montré que cette politique a échoué. Même s'il déplore et condamne fermement les attaques contre les écoles et les enseignants dans sa communication officielle, le gouvernement n'a pas encore trouvé de solution concrète.

## La réponse de la société civile

De nombreux acteurs de la société civile, et notamment les organisations féminines comme SNWOT, ont tenté de dépolitiser le sujet et de militer pour une reprise de l'éducation, notamment grâce à des manifestations, campagnes sur les réseaux sociaux et conférences de presse demandant un cessez-le-feu. Elles se sont heurtées à l'inflexibilité des deux belligérants et ont reçu des menaces de mort de la part des Ambazoniens. L'appel des évêques à autoriser la réouverture des écoles pour la rentrée 2019 a produit le même effet : l'évêque de Nkuo, signataire et deux de ses prêtres, ont été kidnappés par les Ambazoniens<sup>81</sup>. Localement des communautés, quelquefois avec l'aide de professeurs au chômage ou du clergé local, mettent en place dans la plus grande discrétion des écoles de fortune<sup>82</sup>, destinées tant à alphabétiser les enfants déscolarisés qu'à les préserver du recrutement forcé et de l'errance dans la brousse. Ces initiatives sont limitées, discrètes et soumises à la violence des belligérants comme précédemment expliqué. L'UNESCO souligne en outre que les professeurs acceptant de donner ces cours clandestins ne sont généralement pas qualifiés<sup>83</sup>.

---

80. « Cameroon Separatists Warn Against Reopening Schools in Crisis Zones », *VOA*, 2 septembre 2019.

81. « Keep schools open, Cameroonian bishops tell Anglophone separatists », *Catholic News Service*, 28 août 2019.

82. Réponses au questionnaire de Beyond Peace.

83. Réponses au questionnaire de Beyond Peace.



Enfants déplacés par le conflit, photo *The Guardian*<sup>84</sup>

## La réponse des acteurs internationaux

De leur côté, les agences onusiennes, et notamment UNESCO et UNICEF, ont entrepris de nombreuses démarches afin d'inciter à la reprise de l'éducation, allant jusqu'à soutenir le programme gouvernemental contesté « Back to school » à la rentrée 2019. Face à l'échec de ce programme et les risques réels pour les élèves et professeurs, l'UNESCO, tout en continuant son plaidoyer pour l'accès à l'éducation en sécurité dans le NOSO, prône dans l'immédiat la scolarisation sous quelque forme qu'elle soit, « formelle ou informelle, communautaire, à domicile ou à distance »<sup>85</sup> afin d'éviter que la déscolarisation ne s'aggrave. « Les enfants âgés de 3 ans en 2016 ont raté leur première année de scolarité, et donc leur accès à l'éducation. Ils n'auront plus jamais cette opportunité pour la plupart. Quant à ceux qui avaient 15 ans en 2016, ils ont raté leur chance d'aller à l'université », s'inquiète Salah Khaled, directeur du bureau régional de l'UNESCO à Yaoundé<sup>86</sup>. En effet, le risque d'une non-scolarisation pour les plus jeunes et d'un décrochage scolaire pour les adolescents est accru pour ceux qui manquent ces étapes essentielles. L'UNESCO milite, en outre, pour un dialogue entre les différents acteurs ; une éducation aux principes humanitaires et aux buts et fonctionnement de la Coalition globale pour la

---

84. « Imagine in five years': how education became a casualty of Cameroon's war », *The Guardian*, 21 septembre 2018.

85. Réponses au questionnaire de Beyond Peace.

86. Entretien avec l'auteur, décembre 2019

sécurité dans les écoles. Elle souligne également la nécessité d'améliorer le soutien et la prise en charge des élèves et communautés affectées par la violence, à travers des programmes humanitaires et l'éducation à distance.

## La réponse des Ambazoniens

Pour les leaders Ambazoniens, le boycott scolaire devait servir de moyen de pression en opposition à la politique de normalisation de l'État et de levier dans d'éventuels pourparlers. Mais ils se sont trouvés face à un adversaire inflexible et sont pris au piège de leur propre intransigeance.

Leur intransigeance sur le boycott scolaire s'explique par leur stratégie, leur rejet des institutions liées au gouvernement et le besoin de leviers de négociation. En effet, ils recherchent une solution politique à long terme : « We are more interested in solution than normalcy. Yaounde is not interested if our children are going to school or not – because it is not fought in their region » déclare le leader de SOCADEF, un des principaux groupes armés<sup>87</sup>. Ils rejettent tout ce qui vient du gouvernement, perçu comme l'origine de l'oppression, des tentatives d'assimilation et de la marginalisation des anglophones. Cette position rejoint celle d'un autre mouvement ethno-politique de libération, le *Barisan Revolusi Nasional Melayu Patani* (BRN), célèbre pour ses attaques contre les écoles, dans le sud thaï<sup>88</sup>. Ainsi, l'école publique est honnie car elle représente l'État central et ses tentatives de modifier la culture particulière de la région. Avec la fuite des populations civiles qui peuvent se le permettre, et la scolarisation de leurs enfants en école francophone, c'est pourtant le résultat inverse qui est atteint du fait de l'intransigeance des Ambazoniens. « Qui dirigera le pays demain ? » se lamente l'Imam de Buea<sup>89</sup>. Pour Cho Ayaba, leader d'Ambazonia Defense Forces : « Only an Ambazonian Government duly constituted and that has the best interest of our people at heart can establish the kind of educational system that will guarantee an outcome that gives hope to students and parents »<sup>90</sup>.

Une troisième raison de leur intransigeance est l'illusion de détenir un moyen de pression dans une négociation qui se fait attendre. Pour les Ambazoniens, autoriser une reprise de l'école sans avoir d'abord acquis d'autres gains sur le terrain de la négociation équivaldrait au suicide politique. « Je n'étais pas pour l'arrêt des écoles. Quand on mène une guerre

---

87. Entretien de l'auteure avec Ebenezer Akwanga, leader de South Cameroons Defense Force (SOCADEF), janvier 2020.

88. « Disguised gunmen kill four volunteers guarding Thai school », *Al Jazeera*, 11 janvier 2019.

89. Entretien avec l'auteure, Buea, novembre 2019.

90. « The Right To School Return Is Not Same As Right To Education », *Baretta news*, 23 août 2019.

de libération, on est responsable de l'avenir de la population. [...] Je suis opposé au boycott des écoles mais je dois reconnaître que, s'il s'agit de démontrer que le gouvernement a perdu le contrôle du territoire, c'est une réussite », selon un leader séparatiste. « Si nous commençons les négociations, nous pourrions placer tout en haut de la liste des sujets à régler, le retour à l'école », assure Ebenezer Akwanga. C'est notamment, croient certains Ambazoniens, un moyen d'échange pour la libération d'Ayuk Tabe et ses co-détenus : « les séparatistes, qui ont averti qu'ils n'autoriseraient pas la réouverture des écoles tant que leur leader Ayuk Tabe et neuf autres qui ont reçu une condamnation d'emprisonnement à vie, ne seront pas libérés, ont déjà attaqué et blessé neuf professeurs pour avoir désobéi à leurs instructions »<sup>91</sup>.

En réalité, les leaders ambazoniens n'ont pas une position unique, mais ils ont choisi de se solidariser sur cette question face au gouvernement. En aparté, certains reconnaissent qu'ils sont pris au piège et peinent à trouver un moyen de sortir de cette impasse.

---

91. « Cameroon Separatists Warn Against Reopening Schools in Crisis Zones », *VOA*, 2 septembre 2019.

# Conclusion : quelle solution pour le retour des anglophones à l'école ?

Il est urgent de prendre conscience des conséquences dramatiques de la déscolarisation, de son effet d'engrenage et donc de mettre le sujet de la violence contre l'école à l'agenda des offres de médiations, qui doivent en faire un sujet prioritaire.

Dans le cadre d'un règlement négocié du conflit anglophone, une réforme de l'Éducation nationale paraît indispensable, tant dans les régions anglophones que sur le plan national. Celle-ci comprendrait une lutte contre la corruption et le népotisme dans le système éducatif, une amélioration de la formation et du recrutement des professeurs, une refonte des manuels scolaires, l'établissement d'un curriculum plus adapté aux besoins des élèves anglophones et plus respectueux de leur identité et l'introduction de l'enseignement des deux langues ainsi que celle de l'histoire du pays dans toutes les écoles. Au niveau de la planification, la réintroduction des écoles techniques en zone anglophone est souhaitable, ainsi que des certificats reconnus leur permettant de poursuivre leurs études tant à Yaoundé qu'au Nigeria ou en Europe.

Les initiatives en cours (offres de médiation suisse et de l'Africa Forum) bénéficient aujourd'hui d'un allié inattendu : la pandémie de Coronavirus Covid-19. Face au danger qui menace la planète, le Secrétaire Général des Nations unies a lancé un appel international au cessez-le-feu<sup>92</sup>. Parmi les acteurs qui ont répondu favorablement à l'appel, figure le groupe ambazonien SOCADEF<sup>93</sup>. Les efforts des Nations unies et des partenaires africains seront-ils suffisants pour convaincre le gouvernement camerounais et les autres groupes ambazoniens d'entamer un dialogue afin de faire taire les armes et envisager des réformes attendues pour sauver le pays du désastre ?

---

92. « La furie avec laquelle s'abat le virus montre bien que se faire la guerre est une folie », *Nations Unies, Conférence de presse du SG*, 23 mars 2020.

93. Southern Cameroons defense Force, Orthocoronavirinae – Coronavirus – Covid-19 ; Statement from *SOCADEF Ambazonia*, Ghana, 25 mars 2020.